

# **Protéger les générations futures par les biens communs**

Editeurs: Saki Bailey, Gilda Farrell et Ugo Mattei

Tendances de la cohésion sociale, n° 26

Editions du Conseil de l'Europe

# Avant-propos

## Les « biens communs » au secours des générations futures

*Saki Bailey, Gilda Farrell et Ugo Mattei*

Avec la crise de l'Eurozone, on voit de plus en plus clairement comment la gouvernance néolibérale a déplacé et marginalisé les questions de justice sociale. Les mesures récentes d'austérité s'appuient sur le principe qu'une augmentation de la dette publique doit automatiquement se traduire par des réductions des programmes sociaux et la privatisation de ressources gérées sans « efficacité ». Cette logique part de l'idée que la redistribution serait dépendante de la croissance et de la prospérité économiques et qu'on pourrait suspendre la justice sociale en temps de crise économique, selon l'adage qu'il faut faire le gâteau avant de se le partager. Ce type de raisonnement est invoqué pour justifier la destruction des droits sociaux des citoyens au profit du secteur privé, avec pour corollaire la limitation de l'accès aux ressources primordiales pour la vie humaine telles que l'eau, la nature, le logement, la culture et le savoir/information, particulièrement pour les membres les plus vulnérables de la société. Cette conception myope de la prospérité, soutenue seulement par des cycles de croissance et de profit à court terme, menace l'accès à ces ressources non seulement des générations actuelles mais aussi des générations futures. Si la surexploitation des ressources peut produire de la richesse aujourd'hui, ce n'est que leur utilisation durable qui produira de la prospérité à long terme, celle dont la fameuse commission Brundtland disait qu'elle répond « aux besoins du présent sans compromettre la capacité de satisfaire ceux des générations futures ».

Selon nous, la notion de « biens communs » (*commons*) remet en cause la logique néolibérale en concevant la création de richesse non pas comme la conduite des affaires publiques par la science de l'*homo œconomicus* mais comme un processus social collectif, forcément politique. Elle montre la voie vers une réhabilitation du sujet politique, engagé dans un processus de production mais aussi de reproduction, qui mesure le succès à l'aune de la durabilité de l'entreprise pour la collectivité et non de la prospérité économique à court terme au niveau individuel ou multinational. La communalité privilégie les processus ascendants et le rôle des collectivités locales par rapport aux marchés

et à l'Etat, afin de créer et de garantir les conditions de la démocratie directe. Cet engagement direct est, selon nous, un préalable à la juste répartition des ressources fondamentales pour notre génération et les prochaines.

Avec cet ouvrage, nous tentons de dépasser les approches libérales de la justice intergénérationnelle et distributive, en entendant la collectivité comme construite socialement, intégrée historiquement et plurielle institutionnellement. Au lieu d'être gouvernée par un ensemble hérité de traditions ou d'idéologies, la communauté naît et se définit dès lors que les individus prennent des mesures concertées, mus par la volonté de défendre et de produire les ressources essentielles à leur existence sous la menace de l'expropriation par l'Etat et le marché.

Ces luttes collectives pour les ressources, l'expérience et le savoir dans ce domaine peuvent ouvrir de nouvelles perspectives dans la manière d'envisager le problème de l'accès intergénérationnel aux ressources. Le travail des chercheurs montre non seulement en théorie mais aussi en pratique que l'action individuelle peut transcender la vision limitée de la richesse à court terme, élaborée par la pensée néoclassique, laquelle maximise l'individuel. Cet ouvrage tente d'analyser l'élaboration de nouvelles alternatives non seulement sur le plan théorique mais aussi dans leurs incarnations concrètes, en partant des luttes menées par des collectivités, avec leurs succès et leurs échecs, pour gérer leurs biens communs. De très nombreuses communautés, dans toute l'Europe, poursuivent concrètement des politiques et des stratégies de coopération, de partage et d'utilisation durable des ressources qui tiennent compte des besoins à la fois de notre génération et des générations futures. Elles prennent les formes les plus variées, par exemple « l'occupation de sites de contestation sur des espaces publics et privés, la cohabitation, les banques mutuelles, les jardins urbains collectifs, les coopératives agricoles, les fiducies foncières publiques pour les terres et les ressources naturelles, les communautés numériques *peer to peer*, et bien d'autres encore. Nous affirmons que ce ne sont pas les décisions prises par des représentants distants – et ignorants – des contextes locaux qui produisent la justice intergénérationnelle et distributive mais bien ce type d'actions constitutives, ou l'agrégation d'individus, décidées par des personnes engagées dans l'utilisation, l'entretien et la gestion de ces biens.

Cet ouvrage propose aux décideurs et aux citoyens, qui assument leurs responsabilités politiques en passant à l'action et en refusant l'idéologie de l'entreprise, quelques bonnes pratiques, méthodes et solutions

pour renouveler les configurations des relations sociales par la mutualisation des biens. Pour nous, l'impératif, qui n'a déjà que trop tardé à se réaliser, est d'intégrer les intérêts des générations futures dans les institutions et processus décisionnels de la collectivité européenne. L'ouvrage a aussi une visée pédagogique, celle de faire comprendre à la génération actuelle la pertinence de la mutualisation des biens pour préserver et créer de la richesse pour les générations futures, une idée qui doit être défendue par les institutions européennes, et surtout par le Conseil de l'Europe dont la contribution à la protection de la dignité de chacun doit intégrer une vision en faveur de ceux qui, même s'ils ne sont pas à même d'exercer leurs droits sociaux, ont le droit de bénéficier de choix et de politiques permettant de préserver la vie humaine.

L'équipe éditoriale souhaite remercier tous ceux qui ont rendu cette publication possible : la Division de la cohésion sociale du Conseil de l'Europe ; le Collège universitaire international de Turin ; les auteurs : Andrea Baranes, David Bollier, Tine De Moor, Anna Di Robilant, Tommaso Fattori, Mayo Fuster, Heloise Miereanu Luigi Russi, Michele Spanò, Salvatore Settis, Filippo Valguarnera, Gustavo Zagrebelsky ; et enfin ceux qui ont participé, avec les auteurs, à l'atelier qui a eu lieu au Collège universitaire international de Turin du 11 au 13 juin 2012 : Maarten Roels et Talha Syed. Nous tenons tout particulièrement à remercier David Rinaldi pour ses talents de rédacteur et de coordinateur.